
Deuxième session, trentième Législature

Second Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 42

Bill No. 42

Loi des huissiers

Bailiffs Act

Première lecture

First reading

M. CHOQUETTE

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1974

Projet de loi n° 42

Loi des huissiers

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

DÉFINITIONS

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent on entend par:

a) « huissier »: un officier de justice habilité à signifier les actes de procédure émanant de tout tribunal, à mettre à exécution les décisions de justice ayant force exécutoire et à exercer toute autre fonction dévolue à un huissier en vertu de la loi;

b) « inspecteur »: un inspecteur nommé en vertu de l'article 27;

c) « permis »: tout permis délivré en vertu de la présente loi;

d) « règlement »: tout règlement adopté en vertu de l'article 24;

e) « prescrit »: prescrit par règlement;

f) « ministre »: le ministre de la justice.

SECTION II

PERMIS

2. Nul ne peut agir à titre d'huissier ni exercer les fonctions d'un huissier, s'il ne détient un permis à cette fin.

3. Pour obtenir un permis, un requérant doit:

Bill No. 42

Bailiffs Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

DEFINITIONS

1. In this act, unless the context indicates a different meaning, the following terms mean:

(a) "bailiff": an officer of justice empowered to serve written proceedings issuing out of any court, carry out judicial decisions that are executory and perform any other duty that devolves upon a bailiff by law;

(b) "inspector": an inspector appointed under section 27;

(c) "permit": every permit issued under this act;

(d) "regulation": any regulation made under section 24;

(e) "prescribed": prescribed by regulation;

(f) "Minister": the Minister of Justice.

DIVISION II

PERMITS

2. No person may act as bailiff or perform the duties of bailiff unless he holds a permit for that purpose.

3. To obtain a permit, an applicant must:

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet a pour objet de régir l'exercice de la fonction d'huissier, soit celle d'un officier de justice habilité à signifier les actes de procédure émanant de tout tribunal, à mettre à exécution les décisions de justice ayant force exécutoire et à exercer toute autre fonction dévolue à un huissier en vertu de la loi.

Les personnes qui voudront exercer les fonctions d'huissier devront désormais détenir un permis qui leur sera accordé si elles remplissent les conditions prévues à l'article 3 du projet. Le requérant doit notamment:

— être détenteur d'un certificat de fin d'études secondaires ou d'un diplôme équivalent;

— avoir fait un stage de formation professionnelle d'au moins six mois auprès d'un huissier en exercice;

— avoir passé avec succès l'examen du ministère de la justice;

— ne pas avoir, dans les cinq ans précédant la date de la demande de permis, été déclaré coupable d'un acte criminel spécifié à l'article 3 du projet; et

— fournir un cautionnement.

Le ministre de la justice pourra suspendre ou révoquer ce permis dans certains cas spécifiés à l'article 9 du projet.

Tout refus et toute suspension ou révocation de permis pourra donner lieu à un appel devant un juge de la Cour provinciale.

Ce projet prévoit de plus la constitution d'un comité consultatif pour aviser le ministre sur l'application du présent projet. Ce comité est formé d'un maximum de six personnes choisies parmi les huissiers, les membres du Barreau du Québec et les groupements socio-économiques.

EXPLANATORY NOTES

The object of this bill is to regulate the practice of the profession of bailiff, that is, the profession of an officer of justice empowered to serve written proceedings issuing out of any court, carry out judicial decisions that are executory and perform any other duty that devolves on a bailiff by law.

The persons who wish to act as bailiff will have, in the future, to hold a permit which will be granted to them if they fulfil the conditions contemplated in section 3. The applicant must, in particular:

— be the holder of a high school leaving certificate or of an equivalent diploma;

— have served a period of professional training of at least six months with a practising bailiff;

— have passed the examination of the Department of Justice;

— have not, during the five years preceding the date of his application for a permit, been found guilty of a criminal offence described in section 3 of the bill; and

— give security.

The Minister of Justice may suspend or revoke such permit in certain cases determined in section 9 of the bill.

Every refusal, suspension or cancellation of a permit may entail an appeal before a judge of the Provincial Court.

In addition, this bill provides for the constitution of an advisory committee to advise the Minister regarding the application of this act. Such committee will consist of not more than six persons chosen among the bailiffs, the members of the Bar of the Province of Québec and the socio-economic groups.

a) transmettre sa demande au ministre dans la forme prescrite, accompagnée du cautionnement déterminé par règlement;

b) être citoyen canadien ou s'engager à demander la citoyenneté canadienne sans délai mais, dans ce dernier cas, être domicilié au Québec depuis au moins un an;

c) être majeur;

d) être détenteur d'un certificat de fin d'études secondaires décerné par le ministre de l'éducation ou d'un diplôme que celui-ci juge équivalent;

e) avoir fait un stage de formation professionnelle d'au moins six mois auprès d'un huissier en exercice;

f) avoir passé avec succès l'examen du ministère de la justice démontrant une connaissance suffisante notamment de la présente loi et des règlements, des dispositions pertinentes du Code de procédure civile ainsi que des lois ou matières connexes;

g) établir, à la satisfaction du ministre, sa probité et sa compétence;

h) ne pas avoir dans les cinq ans précédant la date de la demande de permis, été déclaré coupable d'un acte criminel en vertu de la partie VII ou des articles 340 à 360 du Code criminel (Statuts du Canada) ou, dans la mesure où il s'agit d'un complot en vue de commettre un tel acte criminel, en vertu de la partie XI de ce Code;

i) fournir au ministre tout autre renseignement prescrit;

j) payer les droits prescrits.

4. Le ministre émet un permis si le requérant remplit les conditions visées à l'article 3.

Le détenteur d'un tel permis peut, nonobstant toute disposition contraire d'une loi générale ou spéciale, notamment de la Loi revisant la Loi constituant la corporation des huissiers du district de Montréal (1902, chapitre 43), et sous réserve de l'article 120 du Code de procédure civile, exercer ses fonctions d'huissier dans tous les districts judiciaires.

5. Nonobstant l'article 4, le ministre peut, par exception, émettre un permis à une personne qui ne remplit pas toutes les

(a) transmit his application to the Minister in the form prescribed, accompanied with the security determined by regulation;

(b) be a Canadian citizen or undertake to apply for Canadian citizenship without delay but, in such latter case, be domiciled in the province of Québec for at least one year;

(c) be of full age;

(d) be the holder of a high school leaving certificate conferred by the Minister of Education or of a diploma deemed equivalent by him;

(e) have served a period of professional training of at least six months with a practising bailiff;

(f) have passed the examination of the Department of Justice showing a sufficient knowledge in particular of this act and the regulations, of the relevant provisions of the Code of Civil Procedure and of related laws or matters;

(g) establish, to the Minister's satisfaction, his honesty and competence;

(h) have not, during the five years preceding the date of his application for a permit, been found guilty of a criminal offence under Part VII or sections 340 to 360 of the Criminal Code (Statutes of Canada) or, to the extent that it concerns a conspiracy to commit such a criminal offence, under Part XI of such Code;

(i) furnish the Minister with any other prescribed information;

(j) pay the prescribed duties.

4. The Minister shall issue a permit if the applicant fulfils the conditions contemplated in section 3.

The holder of such a permit may, notwithstanding any contrary provision of a general law or special act, in particular of the Act to consolidate the act incorporating the Bailiffs of the district of Montréal (1902, chapter 43), and subject to article 120 of the Code of Civil Procedure, exercise the duties of bailiff in all judicial districts.

5. Notwithstanding section 4, the Minister may, by exception, issue a permit to a person not fulfilling all the conditions

De plus, le gouvernement pourra adopter des règlements en vue de l'application de la loi, notamment pour déterminer la forme et le montant du cautionnement qu'un requérant doit fournir, les occupations ou professions incompatibles avec la fonction d'huissier et les actes dérogatoires à la dignité de la fonction d'huissier.

Ces règlements pourront d'autre part établir une procédure d'arbitrage des comptes des huissiers.

Ce projet permet de plus au gouvernement de prescrire les livres, registres et comptes que doit tenir un huissier et de faire des règles relatives aux conditions du dépôt et du retrait des fonds qu'un huissier perçoit pour le compte d'autrui et qu'il doit déposer, en vertu du projet, dans un compte en fiducie.

De plus le projet prévoit l'examen des livres, comptes et registres des huissiers par des inspecteurs du ministère de la justice.

Enfin, des pénalités sont prévues dans le cas d'infraction à la loi ou aux règlements.

Furthermore, this bill enables the Government to make regulations for the application of the act, in particular to determine the form and amount of security he must give, the professions or occupations incompatible with the office of bailiff and the acts that are derogatory to the dignity of the office of bailiff.

From another standpoint, such regulations will establish a procedure for the arbitration of bailiff's accounts.

In addition, this bill enables the Government to prescribe the books, registers and accounts which must be kept by a bailiff and to make rules respecting the conditions of deposit and withdrawal of funds which a bailiff collects on behalf of others and which he must, under this act, deposit in a trust account.

The bill also provides that the books, accounts and registers of the bailiffs will be inspected by inspectors of the Department of Justice.

Finally, penalties are provided in case of offences against the act or the regulations.

conditions visées aux paragraphes *d*, *e* et *f* de l'article 3 lorsqu'un district judiciaire n'est pas desservi par un nombre suffisant d'huissiers.

Dans ce cas, le détenteur du permis ne peut exercer ses fonctions d'huissier que dans le seul district judiciaire que le permis indique.

6. Les droits que confère un permis ne peuvent être transportés à une autre personne.

[[**7.** Le détenteur d'un permis doit payer au ministre avant le 30 avril de chaque année les droits annuels prescrits.]]

8. Le ministre peut suspendre ou révoquer le permis de toute personne qui :

- a*) a été trouvée coupable d'une infraction à la présente loi ou aux règlements;
- b*) ne remplit plus les conditions requises pour l'obtention d'un permis;
- c*) refuse, omet ou néglige de se soumettre aux prescriptions de la présente loi ou des règlements après en avoir été requis par écrit par le ministre;
- d*) refuse ou omet de payer les droits annuels visés à l'article 7; ou
- e*) fait un des actes dérogatoires à la dignité de la fonction d'huissier déterminés par règlement.

9. Avant de suspendre ou de révoquer un permis, le ministre doit permettre à son détenteur de se faire entendre. Le détenteur du permis se fait entendre par le ministre ou par un ou des fonctionnaires que le ministre désigne à cette fin.

10. Le ministre doit, par lettre recommandée, informer de sa décision la personne à qui il refuse d'accorder un permis ou dont il suspend ou révoque le permis et indiquer le motif d'une telle décision.

11. Le ministre doit transmettre une copie de la lettre visée à l'article 10, lorsqu'elle concerne la suspension ou la révocation d'un permis, au protonotaire du district dans lequel le huissier est domicilié. Le protonotaire doit l'afficher dans le palais de justice et aviser par écrit le ministre de la date de cet affichage.

contemplated in paragraphs *d*, *e* and *f* of section 3 when a judicial district is not served by a sufficient number of bailiffs.

In such case, the permit holder may exercise his duties of bailiff only in the single judicial district indicated by the permit.

6. The rights conferred by a permit cannot be transferred to another person.

[[**7.** The holder of a permit must pay to the Minister before 30 April each year the prescribed annual duties.]]

8. The Minister may suspend or revoke the permit of any person who:

- (a)* has been found guilty of an offence against this act or the regulations;
- (b)* no longer fulfils the conditions required to obtain a permit;
- (c)* refuses, omits or neglects to comply with the requirements of this act or the regulations after being requested, in writing, by the Minister to do so;
- (d)* refuses or omits to pay the annual duties contemplated in section 7; or
- (e)* does any act determined by regulation to be derogatory to the dignity of the office or bailiff.

9. Before suspending or revoking a permit, the Minister must allow its holder to be heard. The permit holder shall be heard by the Minister or by one or more functionaries designated by the Minister for such purpose.

10. The Minister shall, by registered mail, give notice of his decision to the person to whom he refuses to grant a permit or whose permit he suspends or revokes and state the reason for such decision.

11. The Minister shall transmit a copy of the letter contemplated in section 10, when it concerns the suspension or revocation of a permit, to the prothonotary of the district in which the bailiff is domiciled. The prothonotary must post it up in the court house and notify in writing the Minister of the date of such posting up.

12. Toute personne dont la demande de permis est refusée ou dont le permis est suspendu ou révoqué peut interjeter appel de la décision du ministre devant un juge de la Cour provinciale.

13. L'appel est interjeté par requête signifiée au ministre. Cette requête doit être produite au greffe de la Cour provinciale au chef-lieu du district judiciaire où est domicilié le requérant, dans les trente jours de la mise à la poste de la notification visée à l'article 10.

14. L'appel ne suspend pas l'exécution de la décision du ministre.

Toutefois, le juge peut, sur requête signifiée au ministre, ordonner la non exécution d'une décision de suspendre ou de révoquer un permis.

15. Le juge doit, avant de rendre toute décision sur un appel, permettre aux parties de se faire entendre dans les trente jours de la production de la requête au greffe et, à cette fin, leur donner en la manière qu'il juge appropriée un avis d'au moins cinq jours francs de la date, de l'heure et du lieu où elles pourront se faire entendre.

Si une partie ainsi convoquée ne se présente pas ou refuse de se faire entendre à la séance fixée pour cette fin, ou à un ajournement de cette séance, le juge peut néanmoins procéder à l'instruction de l'affaire et aucun recours judiciaire ne peut être fondé sur le fait qu'il a ainsi procédé en l'absence de cette partie.

Sous réserve des dispositions inconciliables de la présente loi, les règles relatives à l'administration de la preuve et à l'audition prévues au Code de procédure civile s'appliquent à cet appel comme s'il s'agissait d'une cause en première instance devant la Cour provinciale.

16. Le juge peut confirmer, modifier ou infirmer toute décision qui lui est soumise et rendre la décision qui, à son jugement, aurait dû être rendue en premier lieu. La décision du juge est sans appel.

17. La décision doit être consignée par écrit et signée par le juge qui l'a rendue.

12. Every person whose application for a permit is refused or whose permit is suspended or revoked may appeal from the Minister's decision to a judge of the Provincial Court.

13. The appeal is brought by a motion served on the Minister. Such motion must be filed in the office of the Provincial Court at the chief-place of the judicial district where the applicant is domiciled, within thirty days of the mailing of the notice contemplated in section 10.

14. The appeal shall not suspend execution of the Minister's decision.

Nevertheless, the judge may, on motion served upon the Minister, order non-execution of a decision to suspend or revoke a permit.

15. The judge shall, before rendering any decision on an appeal, allow the parties to be heard within thirty days of the filing of the motion in the office of the court and for that purpose give them in the manner he considers appropriate a notice of at least five clear days of the date and hour when and place where they may be heard.

If a party so called does not appear or refuses to be heard at the sitting fixed for that purpose or at an adjournment of such sitting, the judge may nevertheless hear the matter and no judicial recourse shall be based on the fact that he so proceeded in the absence of such party.

Subject to the inconsistent provisions of this act, the rules relating to the production of evidence and to hearings provided in the Code of Civil Procedure apply to such appeal as if it were a case in first instance before the Provincial Court.

16. The judge may confirm, vary or quash any decision submitted to him and render the decision which, in his opinion, should had been rendered in first instance. The decision of the judge shall be final.

17. The decision must be recorded in writing and signed by the judge who ren-

Elle doit contenir, outre le dispositif, les motifs de la décision.

18. Une copie certifiée de la décision doit être transmise par courrier recommandé à chacune des parties, au comité consultatif visé à l'article 21, au Barreau du Québec et à la Chambre des notaires de la province de Québec. L'original est conservé au greffe de la Cour provinciale.

19. Aucun acte fait avant l'affichage visé à l'article 11 ne peut être invalidé du seul fait qu'il a été fait par une personne dont le permis pour agir à titre d'huissier était révoqué ou suspendu.

20. Le juge qui entend et décide l'appel est investi des pouvoirs et de l'immunité d'un commissaire nommé en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

SECTION III

COMITÉ CONSULTATIF

21. Le lieutenant-gouverneur en conseil constitue, pour aviser le ministre sur l'application de la présente loi et des règlements, un comité consultatif composé d'au plus six personnes choisies parmi les huissiers, les membres du Barreau du Québec et les groupements socio-économiques.

[[**22.** Les membres du comité consultatif ne reçoivent aucun traitement; ils peuvent être indemnisés de ce qu'il leur en coûte pour assister aux assemblées et recevoir une allocation de présence fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.]]

23. Le ministre peut désigner un fonctionnaire du ministère de la justice pour agir à titre de secrétaire du comité consultatif.

SECTION IV

RÈGLEMENTS

24. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour :

dered it. It must contain, in addition to the conclusions, the reasons upon which it is founded.

18. A certified copy of the decision must be sent by registered mail to each party, to the advisory committee contemplated in section 21, to the Bar of the Province of Québec and to the Board of Notaries of the province of Québec. The original shall be kept in the office of the Provincial Court.

19. No act done before the posting up contemplated in section 11 may be invalidated by the sole fact that it was done by a person whose permit to act as bailiff was revoked or suspended.

20. The judge who hears and decides the appeal shall have the powers and immunity of a commissioner appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

DIVISION III

ADVISORY COMMITTEE

21. To advise the Minister on the application of this act and the regulations, the Lieutenant-Governor in Council shall establish an advisory committee consisting of not more than six persons chosen among the bailiffs, the members of the Bar of the Province of Québec and the socio-economic groups.

[[**22.** The members of the advisory committee shall receive no salary; they may be indemnified for their expenses in attending meetings and receive an attendance allowance fixed by the Lieutenant-Governor in Council.]]

23. The Minister may designate an officer of the Department of Justice to act as secretary to the advisory committee.

DIVISION IV

REGULATIONS

24. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations to:

a) déterminer la forme et la teneur d'une demande de permis;

b) déterminer les droits que le requérant ou le détenteur de permis doit verser et les renseignements qu'il doit fournir;

c) déterminer la forme et le montant du cautionnement, ou la garantie qui doit en tenir lieu, qu'un huissier ou une personne qui demande un permis doit fournir;

d) prescrire les conditions relatives au dépôt et au retrait des fonds qu'un huissier doit déposer dans un compte en fiducie;

e) déterminer le délai dans lequel un huissier doit payer les deniers qu'il a prélevés ou reçus pour autrui;

f) déterminer une procédure d'arbitrage des comptes des huissiers;

g) déterminer les professions, métiers, industries, commerces, charges ou fonctions incompatibles avec la dignité ou l'exercice de la fonction d'huissier;

h) déterminer les actes dérogatoires à la dignité de la fonction d'huissier;

i) déterminer les conditions de l'exercice des activités d'une personne qui fait un stage de formation professionnelle et les actes professionnels qu'elle peut poser;

j) prescrire les livres, registres et comptes qu'un huissier doit tenir;

k) établir un tarif d'honoraires des huissiers après consultation du conseil consultatif;

l) confier à une corporation formée d'huissiers le mandat d'appliquer, en tout ou en partie, aux conditions qu'il détermine, le présente loi et les règlements adoptés en vertu du présent article;

m) exempter les personnes agissant à titre d'huissier en vertu de la Loi des huissiers (Statuts refondus, 1964, chapitre 28) de remplir une ou plusieurs conditions prévues à l'article 3 et fixer la date jusqu'à laquelle ces personnes peuvent continuer à agir à titre d'huissier sans détenir le permis visé par la présente loi.

Les règlements adoptés en vertu du présent article entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date qui y est indiquée.

(a) determine the form and tenor of applications for permits;

(b) determine the duties that the applicant or holder must pay and the information he must furnish;

(c) determine the form and the amount of the security, or the guarantee replacing it, to be given by a bailiff or a person applying for a permit;

(d) prescribe the conditions of deposit and withdrawal of the funds a bailiff must deposit in a trust account;

(e) fix the delay in which a bailiff must pay the moneys he has collected or received for another person;

(f) determine a procedure for the arbitration of bailiffs' accounts;

(g) determine the professions, trades, industries, businesses, offices or duties incompatible with the dignity or exercise of the office of bailiff;

(h) determine what acts are derogatory to the dignity of the office of bailiff;

(i) determine the conditions of exercise of activities of a person serving a period of professional training and the professional acts he may perform;

(j) prescribe the books, registers and accounts a bailiff must keep;

(k) establish the tariff of fees of the bailiffs after consulting with the advisory committee;

(l) give to a corporation of bailiffs the mandate to apply, in whole or in part, on the conditions he determines, this act and the regulations made under this section;

(m) exempt the persons acting as bailiffs under the Bailiffs Act (Revised Statutes, 1964, chapter 28) from fulfilling one or more of the conditions mentioned in section 3 and fix the date until which those persons may continue to act as bailiffs without holding the permit contemplated in this act.

The regulations made under this section shall come into force on the date of their publication in the *Québec Official Gazette* or on any other date indicated therein.

SECTION V

REGISTRES, COMPTES EN FIDUCIE
ET INSPECTION

25. Un huissier doit tenir les livres, registres et comptes prescrits.

26. Un huissier doit déposer dans un compte en fiducie les fonds qu'il perçoit pour le compte d'autrui et se conformer aux conditions prescrites pour le dépôt et le retrait de ces fonds.

[[**27.** Pour veiller à l'application de la présente loi, des inspecteurs sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).]]

28. Tout inspecteur peut, dans l'exercice de ses fonctions, pénétrer à toute heure raisonnable dans le bureau d'un huissier, faire l'examen de ses livres, registres ou comptes et en prendre note ou copie.

Une personne qui a la garde, la possession ou le contrôle de ces livres, registres ou comptes doit en donner communication à l'inspecteur qui en fait la demande et lui en faciliter l'examen.

29. Il est interdit d'entraver de quelque façon que ce soit un inspecteur dans l'exercice des fonctions qui lui sont confiées par la présente loi ou de le tromper par de fausses déclarations.

Un inspecteur doit, s'il en est requis, exhiber un certificat signé par le ministre, attestant sa qualité.

SECTION VI

POURSUITES ET PÉNALITÉS

30. Quiconque contrevient à l'article 2 commet une infraction et est passible, en outre des frais, pour une première infraction, d'une amende d'au moins cinq cent dollars et d'au plus mille dollars et, pour toute récidive dans les deux ans,

DIVISION V

REGISTERS, TRUST ACCOUNTS
AND INSPECTIONS

25. A bailiff must keep the books, registers and accounts prescribed.

26. A bailiff must deposit in a trust account the funds he collects on behalf of others and comply with the conditions prescribed for the deposit and withdrawal of such funds.

[[**27.** To see to the application of this act, inspectors shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).]]

28. Every inspector may, in the performance of his duties, enter at any reasonable time the office of a bailiff, inspect his books, registers or accounts and take notes or make copies of them.

A person who has the custody, possession or control of such books, registers or accounts shall give communication of them to the inspector requesting it and facilitate his examination of them.

29. No person may hinder an inspector in any way in the performance of the duties conferred on him by this act or mislead him by false declarations.

An inspector must, if so requested, exhibit a certificate signed by the Minister attesting his capacity.

DIVISION VI

PROCEEDINGS AND PENALTIES

30. Whoever contravenes section 2 is guilty of an offence and is liable, in addition to the costs, to a fine of not less than five hundred dollars nor more than one thousand dollars for the first offence, and to a fine of not less than one thousand

d'une amende d'au moins mille dollars et d'au plus deux mille dollars.

31. Tout huissier qui néglige, omet ou refuse d'exécuter ou de rapporter une procédure ou ne paye pas, dans le délai déterminé par règlement, les deniers qu'il a prélevés ou reçus ou n'en rend pas un compte exact commet une infraction à la présente loi et est passible des peines prévues à l'article 30.

32. Quiconque contrevient à une disposition de la présente loi ou des règlements, autrement que dans les cas prévus aux articles 30 et 31, est passible, en outre des frais, pour une première infraction, d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus trois cents dollars et, pour toute récidive dans les deux ans, d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus cinq cents dollars.

33. Les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées suivant la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35) par le procureur général ou une personne qu'il autorise généralement ou spécialement par écrit à cette fin.

La deuxième partie de la Loi des poursuites sommaires s'applique à ces poursuites.

SECTION VII

DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

34. Nonobstant toute disposition d'une loi générale ou spéciale, notamment de la Loi revisant la Loi constituant la corporation des huissiers du district de Montréal (1902, chapitre 43), et sous réserve de l'article 120 du Code de procédure civile, toute personne qui, avant l'entrée en vigueur du présent article, agissait à titre d'huissier en vertu de la Loi des huissiers (Statuts refondus, 1964, chapitre 28) peut continuer, jusqu'à la date déterminée par règlement, sans détenir le permis prévu par la présente loi, à agir à titre d'huissier dans le district judiciaire dans lequel elle a principalement exercé ses fonctions avant l'entrée en vigueur du présent article.

dollars nor more than two thousand dollars for every subsequent offence within two years.

31. Every bailiff who neglects, omits or refuses to execute or make a return of a proceeding, or does not pay, within the delay fixed by regulation, the moneys he has collected or received or does not render an exact account thereof is guilty of an offence against this act and is liable to the penalties provided in section 30.

32. Whoever contravenes this act or the regulations, otherwise than in the cases contemplated in sections 30 and 31, is liable, in addition to the costs, for the first offence, to a fine of not less than one hundred dollars nor more than three hundred dollars and, for each subsequent offence within two years, to a fine of not less than two hundred dollars nor more than five hundred dollars.

33. Proceedings under this act shall be instituted under the Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 35) by the Attorney-General or by a person generally or specially authorized by him in writing for that purpose.

Part II of the Summary Convictions Act applies to such proceedings.

DIVISION VII

MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

34. Notwithstanding any provision of a general law or special act, especially the Act to consolidate the act incorporating the Bailiffs of the district of Montreal (1902, chapter 43), and subject to article 120 of the Code of Civil Procedure, every person who, before the coming into force of this section, acted as a bailiff under the Bailiffs Act (Revised Statutes, 1964, chapter 28) may continue, until the date determined by regulation, without holding the permit provided for in this act, to act as bailiff in the judicial district where he generally exercised his functions before the coming into force of this section.

Une telle personne ne peut toutefois, pendant cette période, changer sa principale place d'affaires du district judiciaire visé à l'alinéa précédent à un autre district judiciaire.

35. Dans toute loi ou proclamation, tout arrêté en conseil, contrat, ordonnance ou autre document, l'expression « huissier de la Cour supérieure » désigne un « huissier ».

[[**36.** Les deniers nécessaires à l'application de la présente loi pour les exercices financiers 1974/1975 et 1975/1976 sont pris à même le fonds consolidé du revenu et pour les exercices financiers subséquents, à même les deniers accordés à cette fin par la Législature.]]

37. La Loi des huissiers (Statuts refondus, 1964, chapitre 28) est abrogée.

38. Le ministre de la justice est chargé de l'application de la présente loi.

39. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toute date ultérieure qui pourra être fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Such a person may not however, during such period, change his principal place of business from the judicial district contemplated in the preceding paragraph to another judicial district.

35. In any act, proclamation, order in council, contract, order or other document, the expression "bailiff of the Superior Court" means "bailiff".

[[**36.** The moneys required for the application of this act for the 1974/1975 and 1975/1976 fiscal years shall be taken out of the consolidated revenue fund and for subsequent fiscal years out of the moneys granted for that purpose by the Legislature.]]

37. The Bailiffs Act (Revised Statutes, 1964, chapter 28) is repealed.

38. The Minister of Justice is entrusted with the application of this act.

39. This act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, except the provisions excluded by that proclamation, which shall come into force on any later date that may be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.